

## **Intervention orale d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) et du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR) à la 42e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU (18/9/2019)**

Madame la Vice-Présidente,

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et son partenaire, le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme, sont très préoccupés par les violations systématiques du droit à la liberté de religion ou de conviction au Vietnam.

Ce droit universel est garanti par l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) auquel est Partie le Vietnam depuis presque 40 ans. Pourtant, aujourd'hui encore, les membres de toutes les communautés religieuses continuent de subir harcèlements, intimidation, surveillance, confiscation de leurs biens, arrestations et emprisonnements du simple fait de leurs croyances religieuses.

La Loi sur la Croyance et la Religion est absolument incompatible avec l'article 18. Seules les organisations reconnues par l'État ont la personnalité juridique tandis que les groupes indépendants comme l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam, les Églises à domicile protestantes, les Hoa Hao, les Cao Dai ou les Bouddhistes Khmers Krom sont mis hors-la-loi et réprimés.

Lors du troisième UPR cette année, de nombreux États ont pressé le Vietnam d'amender cette loi, de cesser de réprimer les communautés religieuses indépendantes et de libérer les prisonniers religieux. Mais le Vietnam a rejeté ces recommandations.

Quand mon Comité et d'autres ONG internationales ont fait part des mêmes préoccupations des États, le chef de la délégation vietnamienne nous a publiquement accusés d'être « partiaux et irresponsables ». Si nous étions au Vietnam, sans doute serions-nous déjà en prison !

Monsieur le Président,

Il est inadmissible que le Vietnam traite la société civile avec un tel mépris. Nous contribuons aux débats du Conseil dans un sincère esprit de dialogue. Le Vietnam devrait écouter les voix de la société civile à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et accepter sa contribution à l'établissement d'une société plus juste au Vietnam.

Madame la Vice-Présidente, je vous remercie.